INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 27 janvier 2023**

**INFOS MACRO**

* Les bourses européennes ont clôturé en légère hausse. Le CAC 40 a gagné 0,02% à 7 097,21 points et est solidement installé au-dessus des 7 000 points. Sur la semaine, l’indice phare parisien s’est adjugé sur la semaine 1,45%. L’Eurostoxx50 a lui progressé de 0,1% à 4 178,01 points. Les bourses américaines suivent la même tendance, le Dow Jones gagnant 0,19% vers 17h30.
* Les marchés actions américains ont été pénalisés cette semaine par la croissance décevante des ventes de Microsoft, signe des difficultés du secteur technologique. Une nouvelle preuve a été apportée jeudi soir : Intel a essuyé une perte nette de 664 millions de dollars au quatrième trimestre.
* En revanche, les investisseurs ont réagi favorablement à la publication de plusieurs indicateurs économiques. Ils ont été rassurés par la croissance meilleure qu'anticipée de l'économie américaine au quatrième trimestre, en hausse de 2,9%. Les inscriptions au chômage ont diminué, reflétant la solidité du marché du travail.
* Avec ce nouveau ralentissement de l'inflation, les marchés estiment que la Banque centrale des Etats-Unis, lors de sa réunion de politique mercredi prochain, va probablement ralentir le rythme de son resserrement monétaire mercredi prochain, avec une hausse de taux de 25 points de base seulement et non plus de 50 points. La BCE et la Banque d'Angleterre sont aussi au programme.
* L'indice des prix PCE a progressé de 0,1% en décembre sur un mois, contre un consensus de +0,2% après +0,1% en novembre. En rythme annuel, la mesure préférée de l'inflation de la Fed est ressortie à 5% contre un consensus de +5,5% après 5,5% en mai. Hors inflation et alimentation, il a augmenté de 0,3% en décembre sur un mois, en ligne avec les attentes.
* Les revenus des ménages américains ont augmenté de 0,2% en décembre et leur consommation ont reculé de 0,2% pour le même mois. Le marché anticipait respectivement +0,2% et -0,1% après +0,3% et -0,1% en novembre.
* Les promesses des ventes de logements ont augmenté de 2,5% en décembre aux Etats-Unis alors qu'elles étaient anticipées en repli de 0,9%. Elles avaient reculé de 2,6% en novembre.
* L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 64,9 en janvier, dépassant légèrement le consensus s'élevant à 64,6. Il était de 59,7 en décembre.
* L'euro a perdu 0,23% à 1,0865 dollar.

**SOCIETES**

* Les résultats financiers des entreprises ont fait bouger les marchés cette semaine. Ceux de LVMH publié hier étaient particulièrement attendus. Le groupe de luxe s'est légèrement replié au CAC 40 en dépit des profits record générés sur l'année 2022. Le réassureur Scor a abandonné près de 8% après la démission de son directeur général. Solutions 30 a signé la plus forte progression du jour en gagnant plus de 20%.
* Le réassureur **Scor** (- 7,56 % à 22,00 euros) est relégué à la dernière place de l'indice au lendemain de la démission inattendue du directeur général, Laurent Rousseau. Ce dernier ne sera resté que 19 mois à ce poste où il avait succédé à Denis Kessler, qui avait conservé la fonction de président. Si Scor explique que Laurent Rousseau quitte le groupe pour poursuivre d'autres opportunités professionnelles, ses relations avec Denis Kessler s'étaient détériorées ces derniers mois, rappellent Les Échos.
* LVMH s'est effrité de 0,07% à 801 euros au lendemain de la présentation de résultats annuels historiques. Le géant du luxe a dévoilé un résultat net part du groupe de 14,1 milliards d’euros en 2022, en croissance de 17 %. Le résultat opérationnel courant a, lui, progressé de 23% à 21,1 milliards d’euros, faisant ressortir une marge de 26,6% contre 26,7% un an auparavant. Les analystes sont déçus par la quasi-stabilité de la marge, qui était anticipée en amélioration de 90 points de base, selon Credit Suisse.

Stiffel explique cette déception par l'augmentation des dépenses de marketing et un repli des ventes plus important que prévu en Chine.

Les ventes du groupe ont pour leur part augmenté de 23%, dont 17% en organique, à 79,2 milliards d'euros.

L'activité Mode & Maroquinerie, qui est la plus importante du groupe, affiche la croissance interne la plus élevée : +20%. Son résultat opérationnel courant est en hausse de 22 % à 15,7 milliards d'euros.

L'activité de LVMH en Europe, aux Etats-Unis et au Japon est en forte hausse, grâce à une forte demande de la clientèle locale et de la reprise des voyages internationaux. L'Asie est stable sur l'année en raison de l'évolution de la situation sanitaire en Chine.

" Avec un mois de janvier qui a bien démarré et malgré un contexte géopolitique et économique incertain, LVMH est confiant dans la poursuite de la croissance observée en 2022. Il aborde l'année 2023 avec confiance et se fixe l'objectif d'accentuer encore son avance sur le marché mondial du luxe et continuer de contribuer au rayonnement de la France à travers le monde. " a indiqué LVMH à propos de ses perspectives.

* H&M enregistre un repli de 5,73% à 123,68 couronnes suédoises à la Bourse de Stockholm. La deuxième plus grande chaîne de magasins de prêt-à-porter au monde a enregistré une baisse plus forte que prévu de son résultat opérationnel sur la période de septembre à novembre, qui ressort à 864 millions de couronnes suédoises contre 6,26 milliards un an plus tôt. Un résultat bien loin du consensus qui tablait sur 3,67 milliards. Par ailleurs, le bénéfice net annuel a chuté de 68%, à un peu moins de 3,6 milliards de couronnes.

Sur l'ensemble de l'exercice annuel, le chiffre d'affaires du groupe progresse de 12%, à 223,5 milliards de couronnes, mais de seulement 6% hors effets de change.

H&M a souffert à la fois de son retrait de Russie, de la hausse des matières premières et du prix du fret, d'un dollar élevé, et de son choix de ne pas répercuter la totalité des hausses sur le consommateur pour défendre ses parts de marché, explique sa dirigeante Helena Helmersson dans le rapport financier du groupe.

La firme suédoise précise également avoir été affectée au dernier trimestre par des frais de restructurations liés à 1 500 suppressions d'emploi annoncées fin novembre.

Quant au nombre de magasins du groupe (H&M, COS, Monki...), il a été réduit à 4 465 fin novembre, soit 336 de moins qu'un an plus tôt.

* Comme jeudi, le spécialiste français de vins et spiritueux Pernod Ricard affiche le plus fort repli au CAC 40, pénalisé par la publication de son concurrent Diageo dont le chiffre d'affaires organique a progressé de 9,4% en enregistrant une croissance dans toutes les régions. Les analystes sont déçus par la croissance interne de seulement 3% en Amérique du nord, soit près de deux fois moins qu'attendu.
* Rémy Cointreau affiche une des plus fortes baisses du SBF 120 reculant de 3,78% à 168,10 euros. Le groupe français de spiritueux a enregistré un repli de 6% en organique de son chiffre d'affaires au troisième trimestre, conforme aux attentes, invoquant une normalisation de la consommation de cognac aux États-Unis et de la demande après deux années de "croissance exceptionnelle". Sur cette période, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'élève à 414,3 millions d'euros. Les analystes tablaient sur une baisse de 6,7% à périmètre constant, selon un consensus fourni par la société.

" La première réaction à cette publication pourrait être négative compte tenu du niveau des stocks aux États-Unis et la normalisation du marché (conformément au message de Diageo) qui peut soulever des questions sur les perspectives à court terme pour Remy Cointreau ", prévient UBS.

La division Cognac a ainsi enregistré une baisse de l'ordre de 11%, traduisant une évolution défavorable aux Etats-Unis mais une très bonne dynamique des expéditions vers la Chine. A l'inverse, son chiffre d'affaires de la division Liqueurs & Spiritueux a progressé de 10,1% en organique sur ce troisième trimestre.

Son activité dans la région Amériques a enregistré une baisse de ses ventes, tandis que la région APAC a généré une croissance forte, soutenue par la Chine et la poursuite de la reprise du Travel Retail et du reste de l'Asie. La région EMEA est en léger recul, affectée par des effets de phasage en Europe continentale. Le Royaume-Uni et le Benelux enregistrent une bonne performance.

Malgré cette baisse des ventes trimestriels, Rémy Cointreau a réalisé au cours des neuf premiers mois 2022-23 un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros, en hausse de 10,1% en organique (+50,3% par rapport à 2019-20). En données publiées, le chiffre d'affaires a progressé de 20,2%, incluant un effet très positif des devises de 10,1%.

Sur le front des perspectives, Rémy Cointreau confirme son objectif de générer une nouvelle année de forte croissance en organique en 2022-2023 intégrant une poursuite de la normalisation de la consommation au quatrième trimestre, après deux années de croissance exceptionnelle. Le consensus s'élève à +11%.

Dans un contexte marqué par le retour " à la normale " des conditions de vie dans la plupart des régions, le niveau de consommation globale devrait se normaliser au cours des prochains trimestres, notamment aux Etats-Unis, à un niveau qui demeurera très supérieur à celui qui prévalait en 2019/20.

**ANALYSE**

* C'est une étape de plus pour la Banque centrale européenne dans son engagement pour l’environnement. L'institution de Francfort vient de présenter une nouvelle série d'indicateurs destinés à mieux mesurer l'impact des enjeux climatiques sur la finance.

Une avancée importante. « Nous devons mieux comprendre comment le changement climatique affectera le secteur financier, et vice versa, a expliqué dans un communiqué Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE en charge des opérations de marché. Pour cela, le développement de données de haute qualité est essentiel. »

Depuis l'arrivée de Christine Lagarde à sa tête, en octobre 2019, la banque centrale a fait de la lutte contre le réchauffement un de ses grands axes de développement. Elle a notamment renforcé la prise en compte des enjeux environnementaux dans sa politique monétaire, et pourrait même rééquilibré ses propres portefeuilles de titres pour améliorer leur empreinte carbone.

Mais elle s'est assez rapidement heurtée à une absence d'informations permettant d'avoir une image fiable des effets de l'activité du secteur de la finance sur le climat - positive ou négative - tout comme de ceux du réchauffement climatique sur les investisseurs, les assureurs ou les banques. Elle s'est donc attelée à la tâche, en utilisant au maximum les chiffres disponibles au sein de l'Eurosystème et d'autres sources publiques. « Les indicateurs sont une première étape pour aider à réduire le manque de données sur le climat, ce qui est crucial pour progresser davantage vers une économie neutre sur le plan climatique », a affirmé Isabel Schnabel.

Ces nouveaux outils sont répartis en trois catégories. La première concerne la finance dite « durable ». Elle recense les instruments de dette affichés comme « verts », « sociaux », ou « à objectifs durables » émis ou détenus en zone euro. Les premiers résultats montrent le dynamisme de c marché - qui a plus que doublé en deux ans -, même si, reconnaît la BCE, « l'absence de normes internationalement acceptées et harmonisées sur la définition d'une obligation verte ou durable rend les données moins fiables dans l'ensemble ».

D'autres indicateurs portent sur les émissions de carbone financées par les institutions financières. C'est-à-dire l'intensité carbone des portefeuilles de titres et de prêts des institutions financières, ou leur exposition à des contreparties très émettrices de CO2. Les premières données suggèrent que les activités les plus intensives en carbone sont financées par le secteur bancaire, souligne la banque centrale. Ce qui confirme les reproches adressés par les ONG aux grandes banques. Les risques physiques liés au climat font l'objet d'une troisième série d'indicateurs qui mesurent l'impact des inondations, des feux de forêt ou des tempêtes, sur la performance des portefeuilles de prêts, d'obligations ou d'actions.

La BCE prévient néanmoins que ces travaux sont à un stade très préliminaire, « et qu'ils doivent être utilisés avec prudence ». L'objectif de la banque centrale est de susciter des échanges larges, tant avec des statisticiens et des chercheurs que des ONG, afin d'améliorer l'offre globale d'indicateurs sur ce sujet. De son côté, elle va travailler avec les banques centrales nationales de l'Eurosystème sur la méthodologie et la recherche de données. Et elle compte sur les nouvelles règles de transparence sur le climat édictées par Bruxelles dans la directive CSRD pour faire émerger de nouvelles sources d'information.

**L’AGENDA DU 30 janvier 2023**

**10h00 en Allemagne**

PIB au quatrième trimestre

**11h00 en zone euro**

Confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise en janvier